



## **"Nous essayons d'atteler les jeunes à la réunification du Liban"**

### **NOUS DECLARE LE MINISTRE DE L'EDUCATION**

**Une jeunesse frustrée avant la crise et qui, ces deux dernières années, a vécu la participation. Une forme de participation ayant ses bons et ses mauvais côtés ainsi que des conséquences parfois dramatiques, pour ne citer que la généralisation de l'usage de la drogue.**

**Ministre de l'Education, et donc des jeunes, le Dr Assaad Rizk a évoqué pour nous les obstacles auxquels se heurtent les responsables, ainsi que leurs objectifs dont l'un des premiers est d'atteler la jeunesse à la tâche de réunification du Liban. Un problème ardu certes mais aussi passionnant.**

**Q. — En votre qualité de ministre de l'Education et, partant de la Jeunesse, quelle est la situation de cette jeunesse après la guerre?**

R. — «Il faudrait d'abord revoir un peu la situation d'avant la guerre pour comprendre les transformations qui ont pu se produire du fait des événements. Je pense que la jeunesse, avant la guerre, se sentait extrêmement frustrée. Elle n'avait pas perçu chez les responsables un intérêt réel concernant son avenir. J'estime que les responsables qui, dans le passé, ont beaucoup fait dans le domaine de l'enseignement — primaire, complémentaire et secondaire — n'ont pas planifié l'avenir de cette jeunesse, son orientation vers un futur qui lui permette de participer à la vie du pays. Une fois qu'un jeune décrochait son bac, il n'avait pas de vision précise des débouchés, des possibilités d'avoir un métier, d'orienter ses capacités vers l'une des branches de l'enseignement supérieur, professionnel ou technique. Voilà donc, très brièvement, la situation d'avant avril 75, malgré tout ce qu'avait fait l'Etat dans le domaine de l'Education: projet de création de nombreuses écoles officielles secondaires en compétition avec les établissements privés, programme de regroupement scolaire prévoyant la multiplication des instituts techniques, etc... Tout cela devait démarrer, mais a été bloqué par les événements. Le sentiment de frustration donc existait, dû au fait que les jeunes avaient l'impression que l'Etat ne s'intéressait pas à eux».

**Q. — Et donc qu'ils n'avaient pas leur mot à dire?**

R. — «Cela dépend en fait de ce qu'on entend par jeunesse. La jeunesse, pour moi, c'est celle qui a terminé ses études secondaires.



On ne peut parler de jeunes ayant leur mot à dire avant l'âge de 18 ans. Cela étant, et pour la jeunesse qui avait déjà 18 ans alors, la frustration était également due à la non - participation à une forme d'éducation, civique qui aurait pu se concrétiser à travers le service du drapeau. C'était l'une des grandes innovations qui aurait dû démarrer pendant la période des événements, associant effectivement la jeunesse à la vie du pays, lui faisant comprendre les problèmes qui se posent dans toutes les couches de la population. Tout cela devait être réalisé et ne l'a pas été. Voilà en bref ce qu'était la situation avant la guerre.

**Q. — Est-ce que cette guerre, à votre avis, a eu une influence déterminante sur les jeunes et comment mesurez vous cette influence?**

R. — Justement pour une très large part, les jeunes se sont sentis essentiellement concernés par les événements du Liban. C'était une nouveauté pour eux qui étaient tout à fait en marge de la vie nationale. Les jeunes ont participé, ont adopté des positions de neutralité plus ou moins active \ ou de participation directe».

### **Les mobiles**

**Q. — Ces positions ont-elles été prises en base de principes, par instinct de conservation ou par fanatisme?**

R. — Je crois que le plus important est la participation et le fait en soi de se sentir concerné. Une première conséquence est donc la conscience qu'ont prise ces jeunes d'avoir un rôle à jouer dans la vie active du pays».

**Q. — Conscience qui a parfois dégénéré en défoulement...**

R. — Je ne suis pas en train de critiquer les différentes réactions. Je crois que cela est du domaine des psychologues. Le phénomène le plus important est cette participation massive... qui a eu évidemment, entre autre, quelques conséquences néfastes. Conséquences qui ne sont quand même pas spécifiques au Liban, comme la drogue par exemple».

**Q. — Vous ne croyez pas qu'après la guerre, les causes de frustration revenant à la surface, la frustration ressuscitera aussi?**

R. — «Sûrement, dans la mesure où la jeunesse se désintéresse à nouveau de la vie active du pays. Surtout si les responsables, qui sont les guides de cette jeunesse ne profitent pas de l'intérêt né de la guerre pour la faire participer à cette vie active. Vous savez qu'au Liban les jeunes représentent près de la moitié de la population et j'estime qu'il est absolument anormal d'ingorer cette force vive de la Nation. Cela dépend à la fois des jeunes et des responsables. Nous sommes pleinement conscient de l'importance du rôle que le



gouvernement doit jouer sur ce plan en canaliser ces forces en les utilisant à bon escient, en les attelant à la réunification du pays».

**Q. — Ces forces vives dont vous parlez sont actuellement divisées. On ne peut nier qu'il y a la jeunesse à l'Est et la jeunesse à l'Ouest qui s'ignorent ou veulent s'ignorer, bien qu'il y ait parfois comme une amorce de retrouvailles.**

R. — «Il est absolument évident que les conséquences des événements au niveau des esprits, sont très profondes et qu'on ne peut, du jour au lendemain, effacer tout ce qui s'est passé. Je suis absolument persuadé que la jeunesse a des vues souvent différentes de celles de ses aînés».

**Q. — La cassure existe quand même. Dans le cadre du but que l'Etat s'est assigné et qui est la réunification du pays, ne voyez-vous pas de possibilités d'action pour canaliser les esprits vers un même objectif?**

R. — Nous avons beaucoup de possibilités. L'un des facteurs de réunification, qui constitue aussi un problème très épineux, constamment sur le tapis, alors que nous souhaitons l'éloigner de son contexte politique, l'UL. Il est absolument certain que si les jeunes se retrouvaient dans une université à l'abri des faux ferments politiques, ce serait un facteur important de réunification. Les autres facteurs sont également très importants, qu'il s'agisse de chantiers de jeunes, de colonies de vacances, de manifestations sportives et culturelles. Dans ce domaine nous avons déjà pensé aux jeunes et nous avons effectivement réorganisé et le sport et les mouvements de jeunesse. Nous sommes en train d'établir les décrets d'application à ce sujet pour, justement donner un nouvel essor au sport, aux mouvements de jeunesse, à la vie culturelle».

### **Chantiers de jeunes**

**Q. — Vous avez évoqué les chantiers. En mars dernier, le ministre des Travaux publics et vous-même aviez parlé de la possibilité de créer des chantiers de jeunes pour l'été, dans le cadre de la reconstruction. Maintenant à l'approche de la rentrée ce sera difficile, mais est-ce qu'on ne pourrait pas créer des services sociaux à l'instar du mouvement «Whijhet Nazar».**

R. — «Toutes les activités sociales qui nécessitent la participation de la jeunesse entrent dans le cadre du service du drapeau dont je vous parlais tout à l'heure. Le service du drapeau n'est pas seulement un service militaire. C'est un service à la fois militaire et social, requérant la participation des jeunes pendant la période des vacances. Cet aspect social comprend ainsi l'alphabétisation des zones rurales, celle des adultes, l'aide aux institutions qui s'occupent des handicapés physiques



et mentaux. Pour ce qui est des chantiers, il y a eu évidemment du retard, puisque le retour des personnes déplacées dans les villages détruits à lui-même été retardé. Ce programme auquel nous attachions beaucoup de prix devait démarrer essentiellement dans les villages mixtes où plusieurs communautés vivent en commun. Il comportait surtout des chantiers de jeunes pour la reconstruction de ces villages. Je pense qu'il devra reprendre, dans l'optique même où nous l'avions envisagé.

### **La drogue...**

**Q. — Le problème majeur de la jeunesse d'après la guerre est la drogue. Vous aviez récemment parlé de deux centres de désintoxication. Mais ce qui nous intéresse au premier plan, sont les mesures préventives. Comment faire pour que les jeunes ne s'adonnent pas à la drogue?**

R. — «C'est de cela que j'ai parlé effectivement. Créer des centres de désintoxication est une mesure très fragmentaire, qui fait partie du traitement curatif. Or le traitement préventif est certainement meilleur. Avant les événements, nous n'avions pas de problème de drogues et d'intoxication au niveau des jeunes. Les événements ont eu pour conséquence fâcheuse d'encourager l'usage de la drogue. Pour ce qui est du traitement curatif il faut, après la désintoxication, recycler ces jeunes, veiller à leur trouver des occupations, et là on retrouve le traitement préventif. Pour prévenir l'utilisation de la drogue, il faut occuper la jeunesse, l'intéresser à toutes sortes d'activités pour la distraire. Ce problème est très complexe. Il ne suffit pas de soigner les jeunes et de les désintoxiquer, il faut les empêcher de se procurer la drogue et cela nécessite la collaboration de plusieurs ministères».

### **Q. — Mais vaincre n'est pas convaincre**

R. — «Evidemment, ce n'est là qu'un des aspects du problème. Ce qui est le plus important c'est de détourner la jeunesse de la drogue. L'occuper à des activités sportives, culturelles, ou même de production. A cet égard, nous devons développer l'enseignement technique, le décupler pour qu'il réponde aux besoins du pays. Pour en revenir à la drogue, c'est finalement un fléau qui provient de ce que les jeunes ne trouvent rien de mieux à faire».

### **Q. — Un besoin...**

R. — Cela devient un besoin.

**Q. Enfin, quand on n'a rien à faire, on a besoin de se dépenser. Ces jeunes qu'on voit chaque jour, qui passent qui repassent, qui n'ont aucun horizon.**



**C'est la raison pour laquelle le problème de la drogue ne peut être résolu simplement par des méthodes policières ou par la création de centre de désintoxication.»**

**...Et la drogue**

**Q. — Autre conséquence de la guerre, bénéfique celle-là; la libéralisation des moeurs notamment sur le plan sexuel. Le problème est que les lois libanaises sont rigides et dépassées par le comportement des jeunes à travers le monde».**

R. — «Vous savez qu'au Liban et du fait même de sa constitution multiconnataire, la solution de ce problème se heurte à beaucoup de tabous, de la part des différentes communautés. Ces tabous ont nécessité des décennies pour être dépassés dans des pays homogènes. Ici cela devrait prendre beaucoup plus de temps. Mais il est certain que devant la marche des événements et la rapidité de l'évolution, surtout des jeunes, la législation suivra. Mais cela ne se fera pas nécessairement dans un sens réellement positif».

**Q. — Nous en venons à un problème majeur, les inhibitions sexuelles. Le fait de fréquenter les maisons closes...**

R. — «La prostitution existe depuis la plus haute antiquité. Ce n'est pas une nouveauté.

Il ne faut pas perdre de vue en effet les inhibitions individuelles, même dans les sociétés les plus évoluées.

### **Obstacles**

**Q. — Au niveau de la culture vous êtes ministre des Beaux Arts, donc directement intéressé. Lorsque des jeunes essayent de participer à la vie culturelle que ce soit le théâtre, le cinéma ou une autre activité, ils rencontrent beaucoup d'obstacles; pas de locaux, pas de moyens techniques, mauvais accueil du grand public. Ne faudrait-il pas une politique qui soit en quelque sorte un bain de jouvence pour l'art et la culture?**

R. — «Vous savez, la culture est l'ensemble des manifestations d'une civilisation. Notre civilisation a été essentiellement matérialiste. Le but du Libanais a été le plus souvent de gagner beaucoup d'argent. Ainsi on ne consacre pas le temps nécessaire à la culture. Or ceci nécessite des solutions préalables. Avant de parler des jeunes, il faut penser aux enfants. C'est ce que nous allons essayer de faire en introduisant, dès que possible dans les écoles officielles, au stade complémentaire et primaire, des manifestations culturelles avec tout ce que cela comporte de musique, dessins théâtre, etc.



Ainsi on pourra susciter ce désir de culture, former les goûts, promouvoir peut-être des vocations. Ceci à côté des activités sportives et sociales, il s'agit donc de susciter un intérêt pour des phénomènes étrangers à la notion de gain. Mais ceci se crée progressivement et à partir de l'enfance.

### **Deux catégories**

**Q. — Actuellement on peut classer les jeunes en deux catégories. Ceux qui sont satisfaits de leur état ou plutôt ceux qui ne le sont pas mais qui l'acceptent faute de mieux ou qui cherche refuge dans la drogue; et, en face, ceux qui essaient de se battre individuellement pour avoir quelque chose de meilleur. Ils sont une minorité et n'ont pas beaucoup de possibilité. Est-ce qu'on peut espérer voir la politique de l'Etat s'orienter franchement dans cette direction?**

R. — «Le fait que les jeunes se sont rendus compte qu'ils étaient concernés par la vie active de la Nation et qu'ils aient vécu les événements est encore dérangeant. Je suis sûr que les responsables et là je parle aussi au nom du gouvernement perçoivent très nettement le besoin ainsi que les possibilités considérables et le potentiel formidable des jeunes qu'il faut utiliser, canaliser et orienter. Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain, et nécessite l'aide de spécialistes dans le domaine de la planification de l'éducation et de la culture, pour permettre aux jeunes de s'épanouir».

**Q. — L'un de vos prédécesseurs avait préconisé la création d'un ministère de la Culture. Evidemment il y a d'autres priorités actuellement mais est-ce qu'un tel ministère verra le jour?**

R. — «Sûrement à partir du moment où nous commençons à créer des activités culturelles, nous aurons besoin dans quelques années d'utiliser toute cette jeunesse qui aura été formé dans ce nouvel esprit. Il sera peut-être nécessaire de passer d'abord par une direction générale de la culture remettant à plus tard le ministère de la Culture proprement dit».

**Q. — Donc, M. le ministre, vous êtes confiant dans les possibilités et de l'Etat et de la jeunesse?»**

R. — Je suis sûr des possibilités de la jeunesse...

**Q. — Quant à celles de l'Etat?**

R. — Je suis confiant également dans les possibilités de l'Etat.

**Samir Kassir**



<b>Id-Reference</b>	<b>77-Pr-000568</b>
<b>Media (Support)</b>	HC
<b>Title</b>	Nous essayons d'atteler les jeunes à la réunification du Liban nous déclare le ministre de l'éducation
<b>Subtitle</b>	Les mobiles - Chantiers de jeunes - La drogue - ...Et la drogue – Obstacles – Deux catégories
<b>Section</b>	
<b>Language</b>	Français
<b>Source</b>	L'Orient – Le Jour
<b>Page</b>	1 suite 12
<b>Date</b>	Lundi 5/9/1977
<b>Author</b>	Propos recueillis par Samir Kassir
<b>Co-Author</b>	
<b>Keywords</b>	
<b>Persons</b>	Assaad.Rizk
<b>Locations</b>	Liban
<b>Dates</b>	.. :04 :1975
<b>Themes</b>	Liban – ministre.éducation – Assaad.Rizk – Jeunes – jeunesse – après.guerre – avant.guerre – guerre.1975 – enseignement – orientation – écoles.officielles – études.secondaires – éducation.civique – fanatisme – drogue – frustration – réunification – mouvement.jeunesse – mouvement.«Whijhet.Nazar» - service.drapeau – chantiers – jeunes.communités – centre.désintoxication – enseignement.technique – conséquence.guerre – tabous – libéralisation.moeurs – inhibitions.sexuelles – vie.culturelle – théâtre.cinéma – art – culture – civilisation – ministère.culture
<b>Subject</b>	



**L'Orient  
LE JOUR**

5 Septembre 1977